

Au cœur d'un arc de crise, où va le Népal ?¹

Après trois semaines d'une contestation sans précédent, le roi Gyanendra a finalement accepté de rétablir le Parlement qu'il avait dissout en 2002. Les partis politiques, unis dans un large front, ont décidé de jouer le jeu. Les rebelles maoïstes voient dans cette ouverture un « stratagème » pour sauver la monarchie.

« Il faut qu'il s'en aille, on n'en veut plus. » Le cri du cœur. Le cri d'un peuple excédé par ce monarque aux ambitions autocratiques qui, après avoir fait tirer les foules qui le contestaient, a subitement pris la mesure de sa défaite. Sa majesté Gyanendra a reculé. Rétabli les libertés politiques, qu'il avait barré d'un trait de plume, depuis son palais où il s'était claquemuré. Après trois semaines d'agitation violente et de manifestations, il a cédé, restauré dans ses droits le Parlement : « *Nous rétablissons la Chambre des représentants* » qui avait été dissoute le 22 mai 2002. Et présenté ses « *sincères condoléances à tous ceux qui ont perdu leur vie durant le mouvement populaire.* » Une cuisante humiliation. Une ultime tentative de sauver sa couronne ? Trop peu, trop tard ? Le fait est qu'une bonne partie des Népalais ne veut plus de lui, ni de la monarchie.

Depuis le coup d'Etat de février 2005, les partis politiques étaient régulièrement descendus dans la rue pour exiger le retour de la démocratie. Ils avaient décidé de faire front. Ces dernières semaines, l'ensemble des associations professionnelles, des fonctionnaires, de la société civile s'étaient joints à la protestation. Celle-ci s'était fortifiée de l'accord conclu entre les rebelles maoïstes et les sept plus grandes formations politiques. Le porte-parole d'une des principales d'entre elles, le Parti communiste, avait défini en ces termes la portée et les limites de cette alliance : « *Notre mouvement pacifique montre les aspirations légitimes du peuple népalais ; il durera tant que la monarchie n'aura pas annoncé des progrès significatifs. Nous avons des buts communs, un agenda simple qui passe par le retour sans conditions à la démocratie.* » Les rebelles maoïstes, pour leur part, conscients, sans doute, de l'impossibilité de mettre le régime à bas par les armes, avaient décidé de faire cause commune avec les partis en octobre dernier. Une alliance jusqu'alors inimaginable puisque ceux-ci avaient toujours refusé tout pourparler avec la rébellion tant que celle-ci n'abandonnerait pas la lutte armée, qui aurait fait plus de 12 500 morts en dix ans..

Un « stratagème » ?

Mais l'opposition ne parle pas d'une seule voix, même si tous ont le même but : renverser le roi. Le leader communiste Madav Kumar Nepal entend privilégier avec les maoïstes un processus pacifique et démocratique : « *Notre dialogue est fécond, même s'il subsiste des points d'achoppement.* » Sher Bahadur Deuba, plusieurs fois Premier ministre, est plus sceptique : « *Essayons, mais sans faire confiance aux maoïstes.* » D'autres partis ne cachent pas qu'ils ne croient pas à la volonté de la guérilla de s'impliquer durablement dans un processus démocratique.

Il est vrai que l'alliance antimonarchique en a pris un sacré coup, à peine connue la décision du roi de rétablir le Parlement. « *Il s'agit d'un nouveau stratagème pour briser le peuple népalais* » a dénoncé le leader des rebelles Pushpa Kamal Dahal, alias Prachanda (« le féroce »), « *l'alliance des sept partis qui a soutenu l'offre du roi, a trahi les aspirations du peuple et l'accord en 12 points.* » Celui-ci stipulait notamment l'élection d'une assemblée constituante appelée à limiter les attributions du roi. L'opposition politique n'en a pas moins déclaré que le futur gouvernement décréterait un cessez-le-feu avec les maoïstes et le chef du prochain gouvernement intérimaire népalais a dit son engagement à respecter l'accord. A la veille des manifestations du mois d'avril, Prachanda s'était prononcé pour une démocratie

¹ Analyse parue dans le N° 266 du *Journal du mardi*, 2 mai 2006.

multipartidaire : « Notre décision est stratégique. Nous pensons que la démocratie est nécessaire dans un Etat communiste. Certains ont des doutes parce que nous avons notre armée. Nous sommes prêts à réorganiser cette armée et à la fondre dans une nouvelle armée népalaise. Nous allons nous battre pour une démocratie populaire par des moyens pacifiques. »²

Héritiers de Mao

C'est en 1996 que les derniers « héritiers de Mao » ont lancé une « guerre révolutionnaire » et créé leur propre parti politique, le Parti communiste népalais-maoïste (CPN-M), alors que les forces communistes « traditionnelles » privilégiaient le jeu électoral. « En 1990, une alliance entre le Parti du congrès népalais et le Parti communiste népalais (imposait) la mise en œuvre d'une monarchie constitutionnelle fondée sur une démocratie parlementaire (...) La frange communiste radicale, qui avait critiqué la dérive parlementaire du parti, s'organisa en 1995 pour structurer le PCN-M qui, l'année suivante, lança l'appel à la guerre populaire. »³

Puissamment organisé dans ses bastions ruraux, le PCN-M a peu à peu occupé le terrain dans des provinces entières, sans faire montre d'une particulière tendresse vis-à-vis de la population. S'organise parallèlement une sorte de jeu à trois entre le parti, le pouvoir royal et les partis de la gauche parlementaire où l'on voit s'alterner des cessez-le-feu, des négociations et des affrontements sanglants.

« Ceux que peut abasourdir l'essor d'une guérilla communiste doctrinaire se pencheront un instant sur la situation sociale du Népal. Dans ce pays démuné de ressources naturelles, 71% des habitants vivent dans l'absolue pauvreté (...) Le travail infantile est généralisé (...) deux Népalais sur trois demeurent illettrés et une femme meurt en couche toutes les deux heures (...) Cet Etat défailant s'est de plus lancé en 1992, incité par les institutions financières internationales dans un processus néolibéral de privatisations, faisant disparaître les rares services existants. »⁴

Au plus fort des manifestations, Tapan Kumar Bose, du Forum pour les droits de l'homme en Asie du Sud, en appelait à la solidarité internationale pour empêcher un bain de sang. « Les jours de la monarchie et des compromis politiques sont comptés. La terreur que le roi a imposée ne fait plus peur. Ne laissez pas notre mouvement être écrasé dans le sang. »⁵

Mais l'évolution du pays et l'insurrection fait peur à une bonne partie de la « communauté internationale ». Un ambassadeur américain a comparé la guérilla à Al Qaeda et aux Khmers rouges, forces gouvernementales et insurgés rivalisant effectivement d'atrocités. « Le rôle des Etats-Unis est négatif. Ils veulent contrôler le Népal qu'ils voient comme une zone importante entre la Chine et l'Inde » estime le président Prachanda. L'Himalaya est, en tout cas, au cœur d'un arc de crise, entre le Moyen-Orient, le Cachemire, le Tibet, aux frontières des deux géants nucléaires de l'Asie.

L'Inde, d'abord, qui fait face à ses propres rébellions, et entend conserver le Népal dans sa sphère d'influence. Qui refuse, pour cette raison, les ingérences internationales. Mais qui ne sait trop quelle attitude privilégier. Des parlementaires progressistes souhaiteraient le retrait du roi. D'autres milieux, dans les hautes castes sont solidaires du potentat hindouiste. L'armée considère les rebelles maoïstes comme des terroristes.

² « Réorientation du Parti communiste du Népal ». Interview publiée par The Hindu, février 2006, reprise sur le site d'Alternatives internationales (alternatives-international.net)

³ « Au Népal, les maoïstes gagnent du terrain ». Jean-Luc Racine. Le Monde diplomatique, juillet 2003.

⁴ « Au Népal, la 'guérilla du peuple' des nouveaux maoïstes ». Cédric Gouverneur, Le Monde diplomatique, novembre 2003.

⁵ « Je vous écris de Katmandou... ». L'Humanité du 22 avril 2006.

La Chine, elle, voit d'un mauvais œil l'hypothèse d'un pouvoir qui se réclame...de la pensée du « grand timonier » et se montre fort critique vis-à-vis des orientations aujourd'hui privilégiées à Pékin. Les dirigeants chinois se satisferaient donc d'un statu quo ou de réformes limitées assurant la stabilisation du Népal.

Les Etats-Unis ont fait du pays un élément de leur géostratégie asiatique. Ils sont militairement présents et, comme l'Inde et la Chine, ont armé les forces de sécurité népalaises, sans guère s'inquiéter que les droits de l'homme soient bafoués.

Le roi nabab

De son nom à rallonge Gyanendra Bir Bikram Shah Dev, le roi du Népal est né en 1947. Il a régné, quasi bébé, en 1950. Oh, pas longtemps. Quelques semaines, vite écarté du trône au profit de son frère Birendra.

Il fera toutefois vite montre de son goût du lucre et du luxe en construisant une des plus grandes fortunes de son pays. Il a le goût des affaires. S'enrichit dans le tourisme, le tabac, le thé.

C'est en 2001 que le très détesté Gyanendra se retrouve une seconde fois sur le trône à la mort de son frère. A peine arrivé au pouvoir, il fait multiplier son salaire par cinq. Surtout, il abroge les quelques lois démocratiques qu'avait dû concéder son frère que les Népalais l'accusent d'avoir assassiné. Un homme charmant. Après avoir dissous le Parlement et liquidé l'un ou l'autre Premier ministre légalement élu, il nomme lui-même un gouvernement à sa botte.

Février 2005 : il limoge le chef du gouvernement, incapable de juguler la guérilla maoïste. Et il se donne les pleins pouvoirs. Depuis lors, plus d'élections législatives.

Il se dit que Gyanendra s'est entouré d'astrologues pour déterminer ses choix politiques.

Bras de fer

Après avoir limogé le gouvernement début 2005, Gyanendra suspend les droits fondamentaux. A l'automne, toutefois, les rebelles maoïstes décident un cessez-le-feu et concluent un accord avec les principaux partis pour rétablir la démocratie.

La trêve s'achève début janvier. Les autorités placent Katmandou sous couvre-feu et procèdent à des arrestations d'opposants. Ceux-ci décident la grève générale.

Le 14 mars, débute un blocus anti-monarchique à l'appel des maoïstes. Le 9 avril, des milliers de manifestants défient le couvre-feu. Le 15, des milliers de Népalais défilent dans la capitale aux cris de « *Pendez le roi !* » Le 20, une immense manifestation se prépare sous les tirs de la police. Le lendemain, des dizaines de milliers de personnes se rassemblent. Le roi annonce remettre le pouvoir entre les mains du peuple.